

pas exagérer en disant que si les directeurs de cette compagnie ne forcent point le contracteur à commencer immédiatement ce chemin, des moyens seront pris pour les forcer à faire leur devoir. Voilà trop longtemps qu'on leurre le peuple : il faut en finir une bonne fois, d'une manière ou d'une autre. Puisque la presse ne suffit plus pour défendre la cause du peuple, il la défendra lui-même ! On provoque, on pousse à bout un peuple affamé, on le vole, on protège le crime, on punit les honnêtes citoyens, c'est bien ; on jugera l'effet que produit l'exemple quand elle vient d'en haut. Malgré les avertissements, les supplications de cette petite presse si criarde, le grande presse si pacifique qui se nomme le *Canadien*, le *Courrier du Canada*, ou le *Chronicle*, sera sans doute obligé d'élever plus fortement la voix afin de prévenir les coups de la tempête.

Depuis six mois, 15 journaux publiés dans le Haut-Canada ont abandonné la cause du ministère. Les écrits de ces feuilles sont encore plus hostiles au gouvernement que les écrits des journaux de l'opposition. La réaction qui se fait, chaque jour, sentir de plus en plus, dans tous les rangs de la société, a un effet terrible sur les propriétaires qui louent leurs journaux à tous les ministères, à peu près comme un maquignon loue des chevaux. Il y a un proverbe qui dit que les rats quittent le navire quand il est prêt à sombrer : nous voyons que le ministère et son peuple de valets sont dans cette position. Au moins tout l'indique.

## DÉFAITE DU MINISTÈRE.

Le ministère a été battu sur la question du tarif. Le *Chronicle* a l'impudence de déclarer que ses maîtres n'ont pas l'intention de résigner sur cette question ! C'est à dire qu'ils ne résigneront jamais et qu'ils persisteront, en dépit de tout, à garder leurs portefeuilles par des moyens de plus en plus illicites ! Ah ! ces honorables ont bien peu d'honneur.

Pour que nos lecteurs puissent juger de l'honnêteté des maîtres par celle des valets, nous reproduisons une espèce d'annonce que M. Ferrès, l'un des partisans les plus couards du ministère actuel, a fait insérer dans un grand journal. La grande presse ministérielle qui traite constamment de criarde, la petite presse de l'opposition, parce que celle-ci ose dire la vérité à tout le monde ; aura-t-elle l'impudence de soutenir, que cette fois, nous mentons ? Les faits parlent ; qu'on lise et qu'on décide, si des hommes qui profitent de leur position publique, pour extorquer l'argent des citoyens, méritent qu'on les supporte, qu'on les tolère !

Voici l'annonce :

## " Réclamation contre le Gouvernement.

" Le soussigné étant bien au fait de la routine des bureaux des Terres de la Couronne et des Travaux Publics, offre ses services à ceux qui auraient des réclamations contre ces départements, pour en obtenir le règlement. Les contracteurs sur les travaux publics, ayant des arbitrages avec les commissaires, peuvent se prévaloir de ses services avec confiance, vu les connaissances générales qu'il possède en ces matières.

## " Honoraires Modérés.

J. M. FERRÈS.

Un correspondant anonyme nous écrit pour savoir à quel parti politique nous appartenons. Notre manière d'attaquer les deux partis le surprend, et il nous demande en grâce, d'avoir à choisir !

Nous n'avons pas l'habitude de répondre aux anonymes, mais à cause de l'importance du sujet, nous allons faire aujourd'hui ; ou, plutôt, l'homme dont l'esprit, la verve, les talents égayèrent et soutinrent pendant si longtemps nos compatriotes, M. Napoléon Aubin, répondra pour nous :

" Notre journal est libéral dans la plus grande extension qu'on puisse donner à ce mot ; nous voudrions que le peuple, non pas le peuple va-nu-pieds ni le peuple en bas de soie, mais le peuple qui travaille, qui mange, qui boit, qui paie des impôts directs ou indirects, pût avoir un peu davantage l'œil sur ceux qu'on appelle les serviteurs publics, mais qui en réalité sont les maîtres publics. Nous ne tenons pas absolument à la monarchie, parce que c'est une amusette qui coûte fort cher, et qui ne sert point à grand chose ; cependant il faut la souffrir, car on en aura besoin jusqu'à ce que les hommes ne soit plus des enfants. Nous aimerions à voir le pays jouir d'une sage et honnête indépendance aussitôt que faire se pourra ; en attendant nous tâchons d'être nous même aussi indépendant que la perspective d'un petit séjour en prison peut nous le permettre ; c'est la seule raison qui nous empêche de parler raison à ces fous furieux. Il y aurait danger et inutilité. Cependant qu'on n'aille pas crier que nous sommes des rebelles. Point du tout nous sommes loyaux ; mais pas à la façon de ceux que vous savez. Nous aimons, nous respectons les autorités de toutes sortes, tant qu'elles agissent bien ; passé cela, nous faisons les vœux les plus ardents pour qu'elles soient culbutées, et nous déclarons que le peuple est le seul bon juge dans cette affaire, parce qu'il est le premier intéressé. Quand aux détails nous n'avons nul égard pour les individus ; leur conduite publique et leur conduite privée lorsqu'elle influe sur l'autre ou qu'elle en est l'effet ; voilà qui nous appartient de droit. Cette profession de foi plaira nous l'espérons à notre correspondant et répondra à sa question."

Le comité de l'élection pour la cité de Québec, doit s'assembler aujourd'hui. S'il faut juger par leur lenteur à procéder, les membres qui le composent semblent bien peu pressés à rendre justice.

Nous croyons, même, que cet ajournement pourrait bien expirer après la prorogation de la chambre. De semblables trahisons ont lieu tous les jours, et nous ne serions pas surpris que les électeurs de Québec seraient encore joués comme ils l'ont presque toujours été. Les représentants de Québec sont de si bonnes pâtes d'hommes !

Nous demandons pardon à nos lecteurs d'avoir oublié de leur apprendre dans notre dernier numéro l'arrivée à Québec de Son Épaisseur Hypolyte Dubord. C'est le 19 dernier, que la charpente de ce représentant nous est revenue en un seul morceau. Monsieur Dubord nous apprend que la charpente de M. Simard et l'honorable carcasse de monsieur Alleya sont encore dans les chantiers ministériels.

MM. McDonald-Cartier et mauvaise compagnie s'efforcent de réparer les dommages causés à leurs propriétés par les tempêtes de l'opposition, la pusillanimité des équipages ministériels et la trahison des chefs.

Nous ne voulons rien avancer, mais on nous assure que M. Dubord va repartir pour Toronto avec 300 quarts de ciment et 50 barils de poudre..... non, de goudron ! Nous allions oublié de dire que des trois larrons le plus gros et le plus gras est encore le meilleur, tandis que le plus méchant est le plus maigre et le plus chétif.

Un douloureux événement vient de plonger dans un deuil affreux, la maison Cayley, Cartier et compagnie : le journal *La Patrie* est décédé. Encore un *Atlas* à fonder !

Un journal du Haut-Canada, le *Surgeon Pioneer*, naguère, défenseur de l'administration, mais aujourd'hui, passé à l'opposition, s'exprime ainsi sur le compte de ses anciens maîtres :

" Une revue calme et impartiale des révélations et procédés de la session, nous a, malgré nous, forcé de conclure qu'il n'existe pas sous la voûte céleste un gouvernement plus corrompu que celui du Canada."

C'est court, mais correct. Et, ce n'est pas la petite presse criarde qui parle, mais la grande presse de nos grands ministres !

Un autre journal, *The Fergus Constitution* — encore un transfuge ministériel — contient ce qui suit :

" Les fautes grossières de l'inspecteur-général sont amplement suffisantes pour faire condamner le gouvernement dans l'opinion d'un pays déjà surtaxé."

Voici les noms des députés du district de Québec qui se sont absentés quand le vote de non-confiance, proposé par M. J. S. Mc-